

**INSTITUT CGT D'HISTOIRE SOCIALE**

**Fonds de la publication « Notes économiques »**

**(1996-2006)**

**50 CFD 1-2**

**Mai 2008**

**Publication du Centre confédéral d'études économiques et sociales (Secteur Activités économiques pour les numéros 1 et 2)**

- 50 CFD 1**
- N°1 : Réforme fiscale : qu'y a-t-il derrière l'annonce ?, septembre 1996, 16 p.
  - N°2 : La nécessité de nouveaux choix économiques, 2 septembre 1996, 17 p.
  - N°3 : Faut-il se résigner à une faible croissance ?, novembre 1996, 14 p.
  - N°4 : Les nouvelles dimensions de la lutte contre les inégalités, décembre 1996, 31 p.
  - N°5 : 1997-1999 : l'Europe et la France face aux échéances de la monnaie unique, janvier-février 1997, 27 p.
  - N°6 : Economie française : sept questions pour un diagnostic, mars 1997, 22 p.
  - N°7 : Le devenir des banques nous intéresse : pour une nouvelle confiance s'appuyant sur l'efficacité des financements, avril 1997, 45 p.
  - N°8 : Une situation des finances publiques dégradées qui appelle des réformes de structure, mai-juin 1997, 24 p.
  - N°9 : Finances publiques : comment faire face aux contraintes, juillet 1997, 30 p.
  - N°10 : Après la réunion de Matignon du 10 octobre 1997 : quel plan de bataille pour l'emploi ?, octobre 1997, 27 p.
- N°11 et 12 manquantes*
- N°13 : La crise financière asiatique peut-elle casser la croissance en France et en Europe ? ; janvier 1998, 29 p.
  - N°14 : Qui paie l'impôt en France ? Une réforme nécessaire à engager en 1998, février 1998, 24 p.
  - N°15 : Politique familiale et choix de fiscalité : comment amorcer les évolutions nécessaires ?, mars 1998, 31 p.
  - N°16 : Pauvreté humaine et misère de la statistique (à propos d'un important dossier d'économie statistique), avril 1998, 9 p.
  - N°17 : Pourquoi la Bourse monte et quels sont les risques pour les salariés et l'économie française ?, mai 1998, 17 p.

- N°18 : Une valorisation considérable des salaires est indispensable pour donner un caractère durable et équitable à la croissance, juin 1998, 11 p.
- N°19 : Cotisations sociales : quelles priorités pour une réforme ?, septembre 1998, [24 p.].
- N°20 : Les risques d'une nouvelle récession : la nécessité de protéger l'emploi, octobre 1998, 19 p.
- N°21 : Fiscalité : analyse du projet de loi de finances pour 1999 ; le problème de la taxe professionnelle.
- N°22 : Quelle stratégie syndicale face à la concentration du capital ?, décembre 1998, 16 p. et annexes.
- N°23 : Le scandale des stocks-options va-t-il s'accroître ?, janvier 1999, 10 p.
- N°24 : retraites : approche économique des problèmes démographiques, février 1999, 10 p.
- N°25 : Aides à l'emploi, gestion des groupes et carences du système bancaire et financier, mars 1999, 15 p.
- N°26 : L'enjeu d'un pôle public de financement ; première partie : les questions posées à partir de la « loi sur l'épargne et la sécurité financière », avril 1999, 12 p.
- N°27 : Conforter et renouveler la retraite par répartition, mai 1999, 22 p.
- N°28 : La réduction du temps de travail et les cotisations sociales patronales, juin 1999, 17 p.
- N°29 : L'Euro et la nouvelle donne des luttes en France et en Europe, juillet 1999, 20 p.
- N°30 : Consolider l'emploi et la croissance par des choix budgétaires et fiscaux appropriés, septembre 1999, 16 p.
- N°31 : Quelle stratégie syndicale face aux restructurations bancaires ? Une mise en perspective, octobre 1999, 14 p.
- N°32 : Un nouveau cycle de négociations commerciales internationales : refuser l'accentuation des dominations et bâtir les conditions du co-développement, novembre 1999, 22 p.
- N°33 : Fonds de pension, épargne salariale, épargne des salariés : mobiliser l'épargne salariale pour bâtir de nouvelles solidarités, décembre 1999, 14 p.
- N°34 manquante*
- N°35 : A quoi doit servir la programmation budgétaire ?, février 2000, 18 p.

- N°36 : Il faut que les salariés bénéficient de la croissance, mars 2000, 10 p.
- N°37 : Vers le dépérissement du SMIC ? Le piège du projet d'allocation compensatrice, avril 2000, 21 p.
- N°38 : Que se cache-t-il derrière la « nouvelle économie » ?, mai-juin 2000, 25 p.
- N°39 : Comment bâtir le plein emploi ? Les enjeux économiques, juillet 2000, 11 p.
- N°40 : Comment bâtir le plein emploi ? Un nouveau statut pour le travail salarié ?, août 2000, 9 p.
- N°41 : Flambée du pétrole, chute de l'Euro, spéculations : urgence d'une régulation des relations internationales, septembre 2000, 14 p.
- N°42 : Aménager la France de 2020 : mettre les territoires en mouvement pour répondre aux besoins, octobre 2000, 14 p.
- N°43 : Le syndicalisme et l'économie sociale et solidaire, novembre 2000, 11 p.
- N°44 : Refondation sociale, année zéro, décembre 2000, 16 p.
- N°45 : L'objectif du plein emploi est-il compatible avec des politiques d'inspiration libérale ? (à propos du rapport du Conseil d'analyse économique sur le plein emploi), janvier 2001, 18 p.
- N°46 : L'emploi et les salaires au cœur du problème de la croissance, février 2001, 21 p.
- N°47 : La révolution informationnelle, l'entreprise et les droits sociaux, mars 2001, 17 p.
- N°48 : Les vrais raisons de la contrainte budgétaire, avril 2001, 25 p.
- N°49 : Conjoncture, licenciements et « sécurité sociale professionnelle », mai 2001, 17 p.
- N°50 : La restructuration du système financier en Europe, ses enjeux et ses risques pour les salariés, juin 2001, 18 p.
- N°51 : « A propos des difficultés de recrutement » : réalités et responsabilités patronales, juillet-août 2001, 13 p.
- Supplément à la note économique n°51 : Le choix d'emplois qualifiés et bien rémunérés pour conforter la croissance, juillet-août 2001, 12 p.
- N°52 : Investissements à l'étranger, fusions, acquisitions : quelle stratégie pour les entreprises françaises et européennes ?, septembre 2001, 18 p.

- N°53 : Le développement de l'emploi contre l'économie de guerre, octobre 2001, 11 p.
- N°54 : Approche économique d'une sécurité sociale professionnelle : contexte et contenu, novembre 2001, 9 p.
- N°55 : Après Doha : promouvoir des partenaires pour le développement, décembre 2001, 12 p.
- N°56 : Conceptions de l'entreprise et nouveaux droits des salariés, janvier 2002, 17 p.
- N°57 : Quels droits nouveaux concernant la formation et l'information des salariés ?, février 2002, 20 p.
- N°58 : A propos du deuxième rapport du CERC : apports et limites d'une analyse, mars 2002, 17 p.
- N°59 : L'épargne des salariés : quelle utilisation au service de l'emploi et de la satisfaction des besoins sociaux ?, avril 2002, 13 p.
- N°60 : Comment desserrer la contrainte du pacte de stabilité européen ?, mai 2002, 10 p.
- N°61 : Face à la crise sociale et politique, la place du salaire minimum, juin 2002, 17 p.
- N°62 : Finances publiques locales, décentralisation et pression des choix libéraux, juillet-août 2002, 32 p.
- N°63 : Pourquoi la politique Chirac-Raffarin est-elle nuisible aux salariés ?, septembre 2002, 20 p.
- N°64 : La Bourse est-elle folle ? Les dessous des mécanismes de la crise financière, octobre 2002, 14 p.
- N°65 : Pourquoi nous sommes contre les privatisations ?, novembre 2002, 15 p.
- N°66 : Le service public et la société, décembre 2002, 11 p.
- N°67 : Le patronat et les choix du gouvernement Raffarin, janvier 2003, 17 p.
- N°68 : Croissance et innovation sociale contre la tourmente qui s'abat sur l'emploi, février 2003, 15 p.
- N°69 : Délocalisation, externalisation, sous-traitance : premiers éléments de réflexion pour une démarche syndicale de conquête d'un nouveau plein emploi, mars-avril 2003, 18 p.

- N°70 : L'avenir des retraites : deux points de vue critique sur la réforme Fillon, mai 2003, 13 p.
- N°71 : Conforter l'épargne populaire au service de l'intérêt général, juin 2003, 18 p.
- 12 [Douze] arguments pour le rejet de la réforme Fillon-Balladur et pour l'ouverture de nouvelles négociations, 30 mai 2003, [15 p.].
- N°72 : Pour une nouvelle politique économique : mobiliser les ressources des entreprises, juillet-août 2003, 13 p.
- N°73 : Les propositions de la CGT pour une réforme des cotisations sociales dites « patronales », septembre 2003, 10 p.
- N°74 : Le Forum social européen : les termes du débat autour de la mondialisation, octobre 2003, 19 p.
- N°75 : 2000 [Deux mille]-2003 : quatre constats relatifs à l'évolution de l'emploi, novembre 2003, 15 p.
- N°76 : Données sur les inégalités en France, décembre 2003, 25 p.
- N°77 : Propositions de la CGT pour une transformation de la taxe professionnelle en une taxe pour le développement local, janvier 2004, 16 p.
- N°78 : La vérité sur la démarche et le programme du Front national, février 2004, 19 p.
- N°79 : L'immigration : clarifier les termes du débat pour le mouvement syndical, mars 2004, 19 p.

**50 CFD 2** *N°80-81 manquantes*

- N°82 : Pourquoi s'emparer de la notion de compétence(s), juillet-août 2004, 23 p.

*N°83 manquante*

- N°84 : Hausse du prix du pétrole : comprendre les causes pour mieux définir les réponses à y apporter, octobre 2004, 25 p.

*N°85 manquante*

- N°86 : La réforme de l'assurance maladie : l'enjeu crucial du financement, décembre 2004, 19 p.

*N°87-93 manquantes.*

- N°94 : La « deuxième étape » du gouvernement Villepin : ni croissance, ni social, des cadeaux aux plus riches, septembre 2005, 12 p.

- N°95 : Budget 2006 : des artifices pour répondre à la multiplication des contraintes, octobre 2005, 12 p.
- N°96 : Maîtriser la dette publique : oui mais avec quel objectif et par quels moyens ?, novembre-décembre 2005, 12 p.
- N°97 : D'où vient le déficit du commerce extérieur de la France ? Comment le résorber ? Les contradictions du gouvernement Villepin, janvier 2006, 16 p.
- N°98 : Industrie et territoires : quelle intervention dans les « pôles de compétitivité » ?, février 2006, 14 p.
- N°99 : Réflexions de la CGT sur le projet de rapprochement des Caisses d'épargne et des Banques populaires dit « Natixis », mars-avril 2006, 8 p.
- N°100 : Pourquoi les dividendes versés aux actionnaires ne font ni l'investissement, ni l'emploi ?, mai 2006, 12 p.

*N°101 manquante*

- N°102 : Valorisation du travail et enjeux d'interventions syndicales : réflexions et arguments, juillet-août 2006, 11 p.
- N°103 : A propos du projet de loi « Pour le développement de la participation et de l'actionnariat salarié », septembre 2006, 13 p.
- N°104 : Budget 2007 : une politique d'austérité renforcée, octobre 2006, 12 p.
- N°105 : Mobiliser les moyens financiers des entreprises au service de l'emploi, des salaires et de l'investissement productif, novembre/décembre 2006, 10 p.
- N°106 : L'intervention des salariés dans les gestions de l'entreprise : quels droits pour les administrateurs salariés ?, janvier 2007, 15 p.
- N°107 : LBO : une nouvelle technique financière qui menace l'emploi et l'investissement productif, février 2007, 11 p.

*N°108 manquante*

- N°109 : L'économie sociale et ses salariés : un champ d'intervention syndicale à part entière, avril 2007, 10 p.
- N°110 : La « TVA sociale » est patronale, mai 2007, 8 p.
- N°111 : Energie et développement durable : les enjeux de l'intervention syndicale, juin 2007, 15 p.
- N°112 : Quelles fondations pour l'Europe sociale : réflexions après le 11<sup>ème</sup> congrès de la CES, juillet-août 2007, 10 p.

- N°113 : Que se cache-t-il derrière le débat sur les régimes spéciaux ?,  
septembre-octobre 2007, 8 p.

-114 : Les clés de l'amélioration du pouvoir d'achat : augmenter les salaires,  
réduire la précarité et alléger le poids des dépenses préengagées, novembre/  
décembre 2007, 15p.

## INDEX MATIERE

### A

Action, boîte 2

Actionnariat *voir* : Action

Aménagement du territoire, boîte 1

Assurance maladie *voir* : Sécurité sociale

### B

Banque, boîtes 1, 2

Bourse, boîte 1

Budget de l'Etat, boîte 2

### C

Capital *voir* : Capitalisme

Capitalisme, boîtes 1, 2

Commerce, boîte 1, 2

Compétence, boîte 2

Compétence *voir aussi* : Qualification

Conseil d'administration, boîte 2

Cotisation sociale, boîte 1

### D

Décentralisation boîte 1

Délocalisation, boîte 1

Démographie, boîte 1



Développement (durable aussi), boîtes **1, 2**  
Droits sociaux *voir* : Social

## **E**

Economie, boîtes **1, 2**  
Economie sociale, boîte **2**  
Emploi, boîtes **1, 2**  
Energie, boîtes **1, 2**  
Entreprise, boîtes **1, 2**  
Epargne, boîte **1**  
Externalisation boîte **1**

## **F**

Famille, boîte **1**  
Finances publiques, boîte **1**  
Fiscalité, boîtes **1, 2**  
Fonds de pension, boîte **1**  
Formation, boîte **1**

## **G**

Gouvernement, boîte **2**  
Guerre, boîte **1**

## **I**

Immigration, boîte **1**  
Industrie, boîte **2**  
Information, boîte **1**  
International, boîte **1**  
Investissement, boîte **2**

## **L**

Libéralisme, boîte **1**  
Licenciement, boîte **1**  
Luttes, boîte **1**

## **M**

Mondialisation, boîte **1**  
Monnaie, boîte **1**

## **P**

Pauvreté, boîte **1**

Patronat, boîtes **1, 2**  
Pétrole *voir* : Energie  
Politique, boîtes **1, 2**  
Privatisation, boîte **1**

## **Q**

Qualification, boîte **2**

## **R**

Retraite, boîtes **1, 2**

## **S**

Salaire, boîtes **1, 2**  
Salarié *voir* : Salaire  
Sécurité sociale, boîte **2**  
SMIC (salaire minimum de croissance) *voir* : Salaire  
Social, boîtes **1, 2**  
Sous-traitance, boîte **1**  
Statistique, boîte **1**  
Syndicat, boîtes **1, 2**

## **T**

Taxe *voir* : Fiscalité  
Temps de travail, boîte **1**  
Travail, boîte **2**

# **INDEX DES NOMS PROPRES DE LIEUX ET D'ORGANISMES**

## **A**

Asie, boîte **1**

## **C**

Conseil de l'emploi, des revenus et de la cohésion sociale (CERC), boîte **1**

Confédération européenne des syndicats, boîte **2**

## **E**

Europe, boîtes **1, 2**

## **F**

Front national, boîte **1**